

Evaluation Nationale des
Marchés

République Centrafricaine

Juin 2016



République Centrafricaine

Evaluation Nationale des Marches

Données collectées en juin 2016

Préparée par le PAM

Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse des marches, merci de contacter :

Bureau de pays du PAM, République de Centrafrique: Felix Bona Fogah GOMEZ (Directeur Représentant) felix.gomez@wfp.org

Analyse menée et rapport écrit par:

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Souleika ABDILLAH, Chargé de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire

Bureau régional du PAM, Afrique de l'Ouest

Matthieu TOCKERT, Chargé régional de l'analyse des marches

Contenu

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
2. OBJECTIFS DE L'ENQUETE.....	4
3. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	5
4. LIMITES DE L'ENQUETE.....	7
5. PRINCIPAUX RESULTATS.....	7
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	22
Figure 1 : Sélection des marchés.....	6
Figure 2 : Accès au marché selon les préfectures	8
Figure 3 : Disponibilité générale des produits.....	9
Figure 4 : Disponibilité des produits selon les préfectures	10
Figure 5 : Nombre de commerçants selon les produits	12
Figure 6 : Détermination du prix de vente	13
Figure 7 : Contraintes commerciales selon les préfectures	14
Figure 8 : Capacité de réponse des commerçants selon les préfectures.....	15
Figure 9 : Type de stockage	16
Figure 10 : Capacité de stockage selon les préfectures	17
Figure 11 : Chargement d'approvisionnement par type de commodité	18
Figure 12 : Indice des prix à la consommation- Bangui : (octobre 2012–octobre 2015)	19
Figure 13 : Prix des commodités type à Bambari – Janvier 2015- Mai 2016	20
Figure 14 : Variation des prix au niveau national – exemple sac de riz et arachides.....	21

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Centrafricaine (RCA) est située au cœur du continent africain. Sa population est estimée à 4,9 millions d'habitants¹. Elle a une superficie de 622,000 km². Enclavée, elle partage sa frontière avec 6 autres pays, notamment le Tchad, le Soudan, le Soudan du Sud, la République Démocratique du Congo (RDC), la République du Congo et le Cameroun.

En dépit de ses importantes ressources minières, y compris d'importantes réserves d'uranium, du pétrole brut, de diamants, de l'or et du cobalt ainsi que d'importantes étendues de terres arables, la RCA est comptée parmi les pays les plus pauvres du monde. Le rapport sur le développement humain publié par le PNUD en 2015 classe la RCA 187^{ème} sur les 188 pays classés dans ce rapport.

Le pays connaît depuis plus d'une décennie des crises militaro-politiques à répétition qui ont fragilisé son tissu socio-économique et détérioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population. Le conflit intercommunautaire qui a éclaté en 2013 entre les milices de la Seleka et les Anti-Balaka et qui a forcé une population estimée à 415,000 personnes à se déplacer à l'intérieur du pays et 68,000 autres à se réfugier dans les pays voisins, est venu perturber davantage les moyens de subsistance des populations et le fonctionnement des marchés, accentuant ainsi l'insécurité alimentaire dans le pays.

L'agriculture et la vente des produits agricoles est la principale source de revenus d'environ 59% des centrafricains². Les résultats de l'évaluation conjointe des récoltes (CFSAM) conduite par le PAM et la FAO en oct/nov 2015 montrent que la situation de la production agricole a été globalement meilleure par rapport à l'année précédente. Selon les résultats du CFSAM 2015, la production du manioc a augmenté entraînant une diminution de 16% de son prix comparativement à la période d'avant la crise. En revanche la production des céréales et des légumineuses a connu une légère baisse de 4 et 7% respectivement.

Les résultats de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire (EFSA) conduite par le PAM en 2015 montrent par ailleurs que la proportion des ménages en insécurité alimentaire qui étaient de 30,2% en 2009 (période d'avant la crise) a atteint 48,6% en 2015, soit une augmentation de 61%. La proportion des ménages qui sont sévèrement affectés par l'insécurité alimentaire a également augmenté de 117%, partant de 7,5% en 2009 pour atteindre 16,3% en 2015. Les préfectures les plus sévèrement affectées par l'insécurité alimentaire sont : Nana-Mambéré, Mambéré-Kadei, Nana-Gribizi, Vakaga, Ouham et Haut-Mbomu où la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère est supérieure à la moyenne nationale (16,3%).

En outre, les résultats de l'enquête des marchés conduite par le PAM en octobre 2015 montrent une baisse considérable des clients, particulièrement à Bangui et Basse-Kotto, indiquant globalement un accès difficile des ménages à la nourriture. Le même rapport montre que les ventes sont

¹ World Bank (2015), statistics, available at <http://www.tradingeconomics.com/country-list>

² EFSA, PAM, RCA, 2015.

principalement affectées par le stockage difficile des produits, l'insécurité et le transport difficile. Le changement dans les sources d'approvisionnement observé particulièrement à Nana-Mambéré met en évidence l'impact de l'insécurité et d'autres contraintes auxquelles font face les commerçants centrafricains pour approvisionner leurs marchés.

Pour répondre aux besoins alimentaires des populations affectées par l'insécurité alimentaire, le PAM a initié à petite échelle le programme de transfert monétaire sur la ville de Bangui. Cependant, dans ce contexte qui demeure volatile en dépit d'une période d'accalmie qui a permis le déroulement des élections au début de l'année 2016, le PAM a initié cette deuxième analyse des marchés dans les perspectives d'étendre son programme de transfert monétaire déjà amorcé.

2. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

2.1. Objectif global :

Globalement, la présente enquête vise à actualiser les informations sur les conditions des marchés de la RCA et la chaîne d'approvisionnement de ces marchés en vue de décider sur la possibilité d'élargir le programme de transfert monétaire déjà amorcé sur le reste du territoire.

2.2. Objectifs spécifiques :

De manière spécifique, la présente étude poursuit les objectifs ci-après :

- Déterminer si les produits essentiels sont disponibles sur des marchés fonctionnels et à des prix abordables;
- Vérifier si l'accès physique des marchés est garanti tout au long de l'année à la fois pour l'approvisionnement des marchés en produits essentiels et pour les populations cibles ;
- Analyser les contraintes des commerçants et leur capacité de répondre à une hausse de la demande qui résulterait du programme de transfert monétaire sans provoquer la hausse des prix;
- Vérifier si les marchés sont concurrentiels et qu'il n'y a pas d'acteur ou un groupe d'acteurs qui tient le monopole des produits essentiels et qui est capable de spéculer sur les prix au détriment des bénéficiaires du programme de transfert monétaire.
- Vérifier la volonté des commerçants de participer dans un programme de transfert monétaire ou coupons alimentaires (vouchers) ;
- Analyser le niveau actuel des prix et leur évolution à court terme (pour les 6 prochains mois).

3. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

La méthodologie utilisée dans la présente étude est celle recommandée par l'unité de l'analyse de la vulnérabilité et de la cartographie (VAM) du PAM pour les études des marchés en vue de décider sur la mise en place des programmes de transfert monétaire³.

3.1. Revue littéraire des études récentes disponibles : EFSA, CFSAM, études des marchés et Activité de zonage « plus » de moyens d'existence de la RCA (FEWSNET) ;

3.2. Analyse des données secondaires clé : analyse des séries des prix des produits essentiels ;

3.3. Collecte et analyse des données primaires.

3.3.1. Sélection des produits alimentaires à enquêter : Deux principaux produits alimentaires, notamment le manioc (farine de manioc) et le riz (local ou importé) ont été choisis pour la présente enquête en raison de leur importance dans la sécurité alimentaire de la population centrafricaine. Le manioc est la principale nourriture de base des centrafricains et le riz est très consommé comme bouillie au petit déjeuner ;

3.3.2. Définition de la couverture géographique : Bien que quelques préfectures sont concernées par l'insécurité alimentaire (11 par l'insécurité alimentaire globale et 6 qui sont sévèrement affectés) et pourraient être ciblées pour des interventions d'assistance alimentaire, le Bureau du PAM a estimé conduire l'enquête sur l'ensemble du pays en vue d'avoir une situation de référence qui servirait pour des besoins futures ;

3.3.3. Sélection des marchés : l'enquête devrait se focaliser sur 6 principaux marchés de Bangui et ceux des 12 préfectures:

³ Market Analysis Tool-How to conduct a trader survey, WFP/VAM, available at <http://resources.vam.wfp.org/node/17>

Figure 1 : Sélection des marchés

Préfectures	Marchés
Bangui	Combattant
	Gobongo
	PK12
	Ouango
	PKO
	Petevo
Nana Mabere	Bouar
Mambere Kadei	Berberati
Ouham-Pende	Bozoum
Nana-Gibrizi	Kaga-Bandoro
Ouaka	Bambari
Haut-Mbomou	Obo
Vakaga	Birao
Bamingui-Bangoram	Ndele
Lobaye	Mbaiki
Ombella Mpoko	Bimbo
Kemo	Sibut



3.3.4. **Sélection des commerçants à interviewer** : 6 commerçants (2 collecteurs, 2 grossistes et 2 détaillants) devraient être sélectionnés de manière aléatoire par produit (farine manioc et riz) dans chaque marché visité. Pour l'ensemble des 18 marchés, il était attendu d'interviewer au total 216 interviews commerçantes. A ces interviews des commerçants il fallait ajouter 1 interview pour chaque chef de marché, soit un total de 20 interviews. Ce qui amène le total d'interviews à 260. Cependant les données collectées sur terrain montrent qu'un total de 215 interviews commerçantes et 20 interviews marchés a été réellement réalisé.

3.3.5. **Questionnaires** : 3 questionnaires ont été utilisés pour la collecte des données primaires. Il s'agit notamment d'un questionnaire commerçants, un questionnaire marché et un questionnaire transporteurs. Les questionnaires commerçants et marchés ont permis de collecter les informations sur les thèmes ci-après :

- La disponibilité des produits essentiels (farine de manioc et riz) sur les marchés locaux et les sources d'approvisionnements de ces produits ;
- Les conditions de ventes et d'achats, explorant les questions d'accès physiques des populations cibles aux marchés opérationnels, accès aux crédits et si les prix des produits essentiels sont à un niveau normal ;
- La capacité de réponse des marchés, explorant les questions de compétitivité des marchés, les contraintes pour le fonctionnement des marchés, la capacité des commerçants de répondre à l'augmentation de la demande qui résulterait des programmes de transfert monétaire ou coupons (CBT).

3.3.6. **Enquêteurs** : la collecte des données a été effectuée par une équipe deenquêteurs sélectionnés parmi les étudiants des universités de la place et formés par le PAM.

4. LIMITES DE L'ENQUETE

- L'absence des données actualisées sur la production des denrées alimentaires ventilées par préfecture limite l'estimation de la situation de disponibilité des produits essentiels au niveau macro ;
- L'absence des séries des prix couvrant un bon nombre d'année (au moins 5 ans) au niveau des marchés des préfectures enquêtés limite également l'analyse d'intégration des marchés.
- L'analyse du genre n'a pas pu être entièrement couverte car la variable était manquante dans le fichier d'exploitation.

5. PRINCIPAUX RESULTATS

5.1. *Echantillon*

Un total de 215 interviews ont été appliquées à 118 commerçants de farine de manioc, soit 52 détaillants, 35 grossistes et 31 collecteurs et 97 commerçants de riz, soit 50 détaillants, 31 grossistes et 16 collecteurs sur les principaux marchés au niveau des chefs-lieux des préfectures. En outre, un total de 20 interviews marchés a été administré aux chefs de marchés. Les détaillants de farine de maïs ont été les plus présents sur presque tous les marchés visités. En revanche les collecteurs de riz n'ont pas été rencontrés sur un nombre des marchés le jour de la visite (voir la liste des marchés visité en annexe).

Le manioc est principalement vendu par les femmes selon 55,6% des répondants, tandis que 38,9% des répondants pensent qu'il est vendu aussi bien par les hommes que les femmes. En revanche le riz est plus vendu par aussi bien les hommes que les femmes selon la grande majorité des répondants (80%).

5.2. *Disponibilité des produits alimentaires essentiels*

Malgré les conditions météorologiques favorables, et les récents améliorations, les campagnes agricoles ont été gravement touchées par un conflit généralisé, qui a entraîné des déplacements massifs, provoqué des pénuries d'intrants et des actifs productifs des ménages appauvris qui étaient déjà insuffisants. Une production agricole réduite pour la quatrième année consécutive est probable. Un soutien rapide et efficace pour le secteur agricole est nécessaire pour atténuer l'ampleur de l'impact de l'insécurité prolongée et généralisée sur le secteur agricole.

Les précipitations pour le mois de septembre montrent une baisse par rapport à la moyenne des trente dernières années, surtout dans la partie ouest du pays. Un déficit hydrique par rapport à la normale reste réel pour la campagne agricole 2016, uniquement en ce qui concerne les régions de l’Ouham, l’Ouham Pende, la Mambere-Kadei, une partie de l’Ombella-Mpoko et de la Lobaye. Il n’est pas encore possible d’estimer l’impact de ce déficit de pluviométrie sur les semis des cultures. Il faudrait également noter une détérioration de la sécurité à Kaga-Bandoro, Kouï, Bocaranga et pour d’autres localités telles que Mbrés, Ngaoundaye et l’axe Sibut-Grimari où l’instabilité persiste. Ce qui peut avoir un impact négatif sur la campagne agricole, les semis et l’approvisionnement des marchés ainsi que sur l’accès aux marchés pour les consommateurs. (OCHA)

Partant de ce constat, l’enquête s’est intéressée en profondeur à la disponibilité alimentaire sur les marchés.

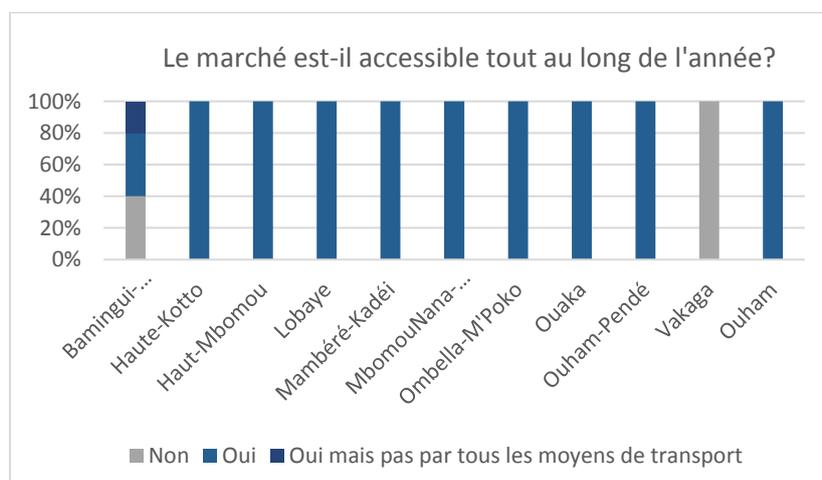
La première question clé à laquelle la présente étude devait répondre était celle de savoir si les produits alimentaires essentiels (farine de manioc et riz) sont disponibles sur des marchés opérationnels et physiquement accessibles aussi pour des approvisionnements que pour des populations cibles.

5.2.1. Fonctionnement et accessibilité des marchés

De manière globale, tous les marchés fonctionnent tout au long de l’année excepté le marché central de Ndele dans la préfecture de Bamingui-Bangoran. Le marché Combattant à Bangui et le marché central de Yaloké ont des périodes creuses selon les administrateurs des marchés respectifs. A Bambari, jusqu’au mois de juin, l’approvisionnement par le soudan est encore possible. Après, les inondations des voies empêcheront tout mouvement dans les deux directions.

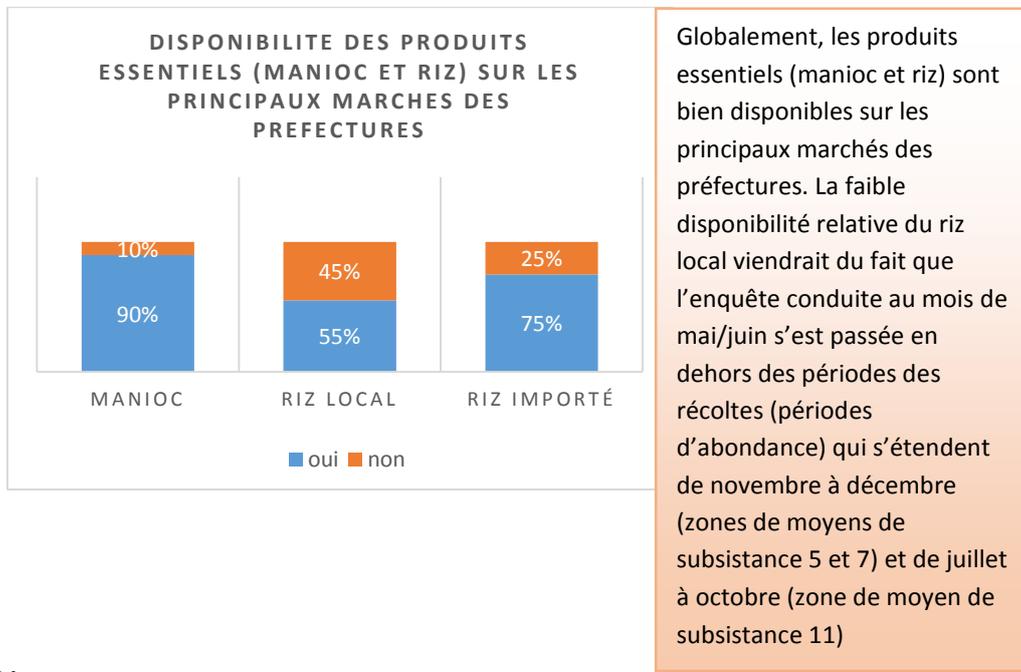
En termes d’accès, 80% sont physiquement accessibles toute l’année. Les marchés de Port Sao et marché central de Birao ne sont pas accessible toute l’année. Les marchés sont généralement accessibles à toutes les ethnies, selon les répondants. Cependant, certains marchés dans les préfectures de Lobaye, Ouham et Mambéré - Kadéï, ne seraient pas visités par toutes les communautés.

Figure 2 : Accès au marché selon les préfectures



5.2.2. Disponibilité des produits alimentaires essentiels, sources d’approvisionnement et périodes de rupture des stocks

Figure 3 : Disponibilité générale des produits



Manioc :

De manière globale, les résultats de l’évaluation conjointe des récoltes du PAM/FAO d’octobre 2015 rapportent que le manioc a connu de meilleures récoltes, avec une augmentation de la récolte de 10% ayant entraîné une baisse des prix de 16% comparativement à la période d’avant la crise. Ceci indiquerait une disponibilité relativement bonne de ce produit au niveau macro.

Selon les résultats de la présente enquête, le manioc a été rapporté disponible sur 90% des marchés au niveau des préfectures. Il n’a pas été signalé disponible seulement sur le marché central de Biraou et le marché central de Bamingui-Bangorou. Comparativement à la même période en 2015, le niveau d’approvisionnement a augmenté sur 38,9% des marchés. Il a diminué sur 33,3% et est resté identique sur 22%. Les marchés où le niveau d’approvisionnement a diminué sont ceux de Haut-Mbomou, Ouaka, Ouham, Ouham pénétré (50%), Lobaye (50%) et Bamingui-Bangorou (25%).

Les marchés de manioc sont principalement approvisionnés par les producteurs ou commerçants de la même préfecture ou de la même région administrative (80%). Bien que le manioc soit produit tout au long de l’année, les ruptures des stocks de farine de manioc interviennent le plus souvent pendant la saison des pluies selon 84,6% des répondants.

Riz :

Les céréales ont globalement connu une baisse de 4% en 2015, avec un déficit estimé à 5% par rapport à 2014, selon le rapport CFSAM de 2015.

Cependant, au niveau des préfectures, le riz importé est rapporté être disponible sur 75% des marchés. Il n'est pas disponible sur les marchés de Bozoum, Port Sao et Yoloka centre au moment où cette enquête a été conduite. Le niveau d'approvisionnement a augmenté pour 46,7% des commerçants. Il a diminué pour 20% des commerçants, particulièrement à Borno, central de Mbaki et le marché de la ville de Nola. Le niveau n'a pas changé aux marchés de Birao.

Le riz local est disponible sur presque la moitié des marchés (55%) et ne l'est pas sur une autre moitié (45%), notamment au marché central de Mbaki, marché de la Poste, Port Sao, Yaloké.

Les marchés de riz sont généralement approvisionnés par les producteurs et commerçants au sein de la préfecture (48%) et des commerçants des autres pays (20,6%).

Comme dans le cas du manioc les commerçants connaissent le plus souvent des ruptures de stock pendant la saison des pluies.

Figure 4 : Disponibilité des produits selon les préfectures

	Riz importé		Offre			Riz local		Offre		
	Non	Oui	=	+	-	Non	Oui	=	+	-
Bamingui-Bangoran	1	4	1	3	0	1	4	0	0	4
Haute-Kotto	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0
Haut-Mbomou	1	0				0	1	0	0	1
Lobaye	0	2	0	1	1	2	0			
Mambéré-Kadéi	0	2	1	1	0	1	1	0	1	0
MbomouNana-Mambéré	0	1	1	0	0	1	0			
Ombella-M'Poko	1	2	0	1	1	2	1	0	1	0
Ouaka	0	1	0	0	1	0	1	0	0	1
Ouham-Pendé	2	0				1	1	1	0	0
Vakaga	0	1	1	0	0	0	1	0	0	1
Ouham	0	1	1	0	0	1	0	1	3	7

5.3. CAPACITE DE REPONSE DES MARCHES

Le pays est largement dépendant des importations en matière d'approvisionnements alimentaires. Du fait de la faiblesse des surplus générés par l'agriculture, les flux à l'intérieur du pays sont modérés et ont comme toutes les autres activités étaient fortement gênés pas les conflits. L'état des infrastructures routières mais aussi les faibles capacités de stockage représentent un frein structurel fondamental pour le développement du commerce.

De nombreux opérateurs économiques ont tout perdu pendant la crise durant les dernières années. Les pillages et violences ont conduit bon nombre de gros négociants à abandonner leur métier, à quitter le pays avec ce qui leur restait d'actifs (bétail, véhicules, etc.) pour s'installer dans les pays voisins ou à n'opérer que dans les zones sous contrôle de la mouvance politique qu'ils estiment

favorable à leur sort. Il s'est ensuivi une déstructuration et une décapitalisation des circuits de commercialisation d'une grande ampleur.⁴

En parallèle, des ménages se sont reconvertis dans le petit commerce avec la crise.

Ceci dit, les ménages ne semblent pas se plaindre d'un manque d'approvisionnement au niveau des marchés locaux. Leur perception des prix porte à croire que les marchés sont très faiblement intégrés vu la différence des prix entre les préfectures.

Les ménages ne préfèrent ne pas trop s'éloigner de leur village pour l'achat et la vente de produits agricoles et bétail du fait de l'insécurité, mais aussi des coûts de transport.

Ces changements récents et cette reconversion porte à croire que l'activité commerciale est donc fortement affectée, qui qu'en est-il de la compétitivité des marchés ?

5.3.1. Les marchés sont –ils concurrentiels ?

L'objectif principal de cette section est de vérifier si les marchés sont suffisamment concurrentiels et qu'il n'existe pas de commerçant ou un groupe de commerçants qui contrôle l'offre et la fixation des prix des produits essentiels. La réussite d'un programme de transfert monétaire nécessite l'absence d'un commerçant ou un groupe de commerçants capable de contrôler les offres et de fixer des prix. En effet, la situation de monopole ou d'oligopole est de nature à favoriser un prix de monopole généralement plus élevé qu'en situation de concurrence et qui serait au détriment des bénéficiaires de transfert monétaire.

Pour répondre à la question posée, deux indicateurs ont été pris en compte : le nombre moyen des commerçants par produit et par marché et la modalité de fixation des prix.

Dans un marché concurrentiel, le produit est vendu par plusieurs acteurs avec une liberté de fixation des prix. Généralement, le prix suit la loi de l'offre et la demande. Il n'existe pas d'individu qui contrôle l'offre et fixe de manière unilatérale les prix.

Comme illustré dans le tableau ci-dessous (fig. 5), il existe un nombre important des commerçants sur les marchés centrafricains dont la moyenne est estimée à 51.18 pour la farine de manioc et 34.7 pour le riz. Le nombre des commerçants le plus bas est observé à Vakaga où il y a en moyenne 9,3 vendeurs de riz. Aucun vendeur de riz n'a été rapporté à Nana Gribizi et à Ouham.

⁴ Informations tirées de la CFSAM 2014.

Figure 5 : Nombre de commerçants selon les produits

Combien y a-t-il approximativement de commerçants comme vous sur le marché?	Farine de manioc	Riz
Bamingui-Bangoran	59.83	12.40
Bangui	55.72	70.63
Haute-Kotto	46.00	43.78
Kémo	64.18	20.78
Lobaye	28.86	41.67
Mambéré-Kadéï	72.40	40.30
Mbomou	109.00	27.25
Nana-Gribizi	16.40	
Nana-Mambéré	13.33	12.33
Ombella M'Poko	35.63	33.33
Ouaka	64.00	
Ouham	38.17	20.00
Ouham Pendé	15.50	14.50
Sangha-Mbaéré	35.00	14.25
Vakaga	30.00	9.33
Total	51.18	34.71

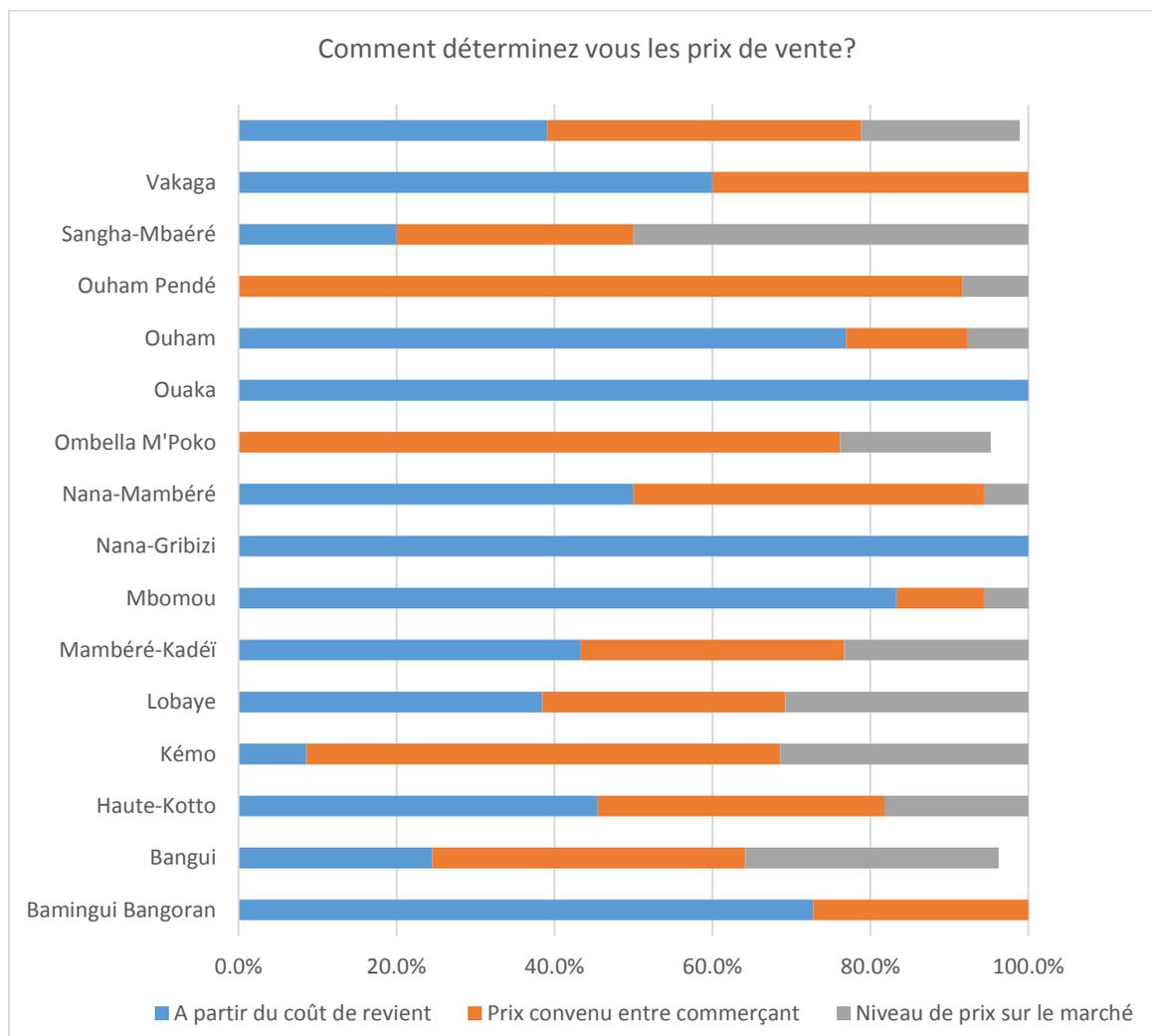
Comme illustré dans le graphique ci-dessous, les prix sont fixés de manière générale suivant une entente entre commerçants pour 39,8 % des répondants, le coût de revient pour 39,1% des répondants, et selon le niveau du prix sur le marché pour 20% des répondants. Les commerçants qui s'entendent pour fixer les prix commun semble être une pratique courante en RCA. Environ 79% des commerçants interviewés ont déclaré qu'ils leur arrivent de s'entendre pour fixer le prix de vente commun et ce prix est généralement respecté selon 87% des répondants. Les commerçants de farine de manioc de Ouham Pendé (100%), Nana Mambéré (83,3%) et Ombella Mpoko (75%) recourent à la pratique de s'entendre pour fixer les prix. Les commerçants de riz l'utilisent également à Ouham Péné, Ombella, Kémo et Bamingui-Bangoram.

En outre 76,3% des répondants en moyenne ont rapporté qu'il n'existe pas de catégorie de commerçants capable de contrôler l'offre et de fixer les prix. Cependant, pour les vendeurs de riz, il existe quelques marchés où cette catégorie de commerçants capables de contrôler l'offre et fixer les prix existe. Il s'agit particulièrement des marchés de Bamingui-Bangoran où 80% des répondants et à Vakaga où 60% ont affirmé l'existence de cette catégorie de commerçants.

Les marchés ont enregistré de nouveaux commerçants partout sauf à Haute Kotto où 66,7% des répondants ont estimé qu'il n'y a pas eu récemment de nouveaux commerçants. La plupart de ces marchés sont également fréquenté par des commerçants venus des autres régions, sauf à Ouham Pendé où la majorité des répondants (75%) estiment que les marchés de cette préfecture ne sont pas

fréquentés par des commerçants des autres préfectures. L'arrivée des nouveaux commerçants indique l'absence des barrières pour démarrer l'activité commerciale en RCA.

Figure 6 : Détermination du prix de vente



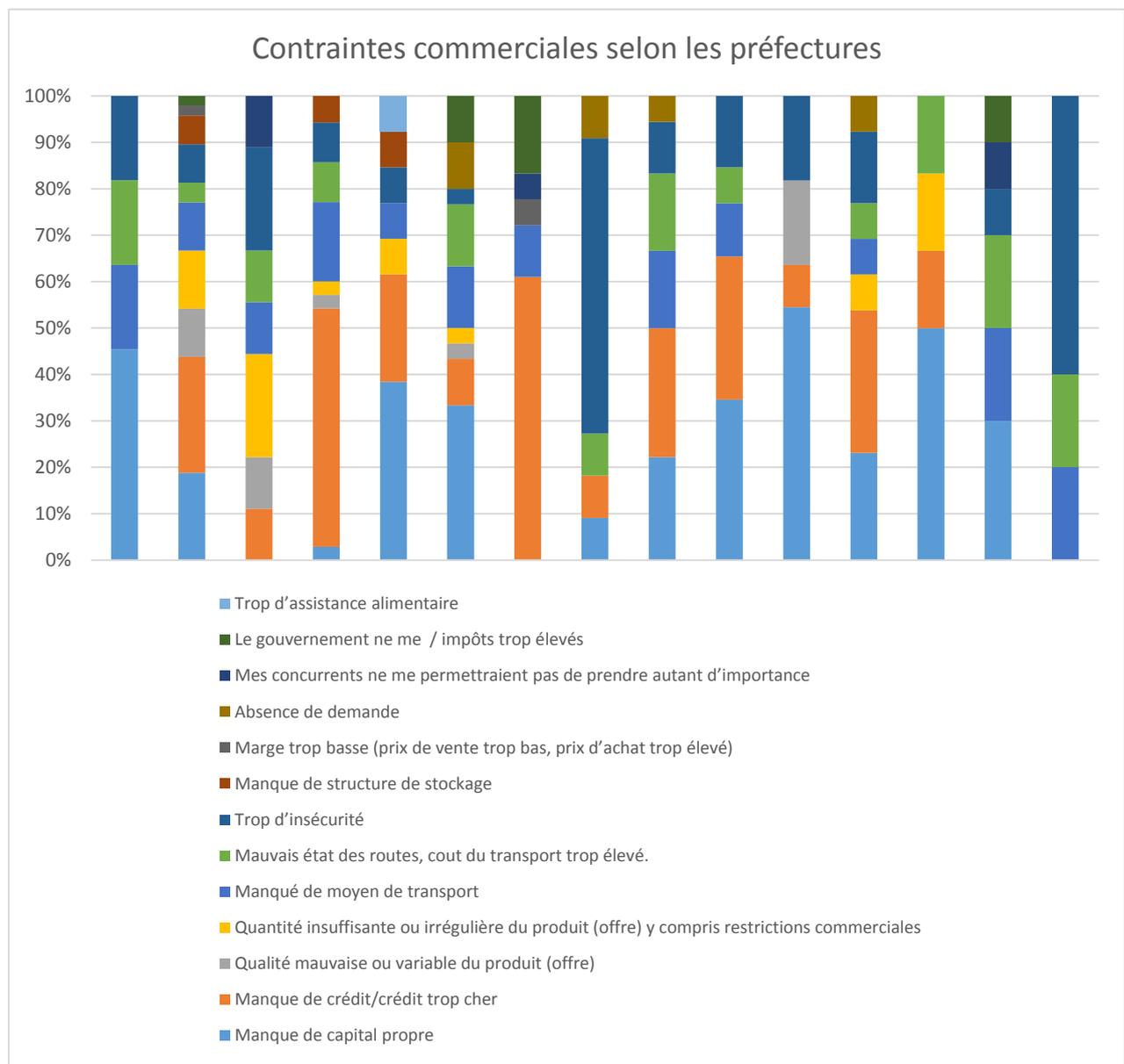
5.3.2. Quelles sont les principales contraintes au développement des marchés ?

Les 3 principales contraintes au fonctionnement des marchés telles qu'identifiées par les répondants sont : le manque de capital propre pour 25% des répondants, manque d'accès au crédit (22,2%) et l'insécurité (12,9%). L'ordre d'importance de ces contraintes varie cependant selon qu'il s'agit des détaillants, des grossistes ou des collecteurs. Pour les grossistes par exemple, l'accès au crédit vient en premier lieu (23,2%), ensuite le capital (20,7%) et l'insécurité (11%) tandis que pour les collecteurs, les contraintes majeures sont d'abord l'insécurité (24,5%), le crédit (22,6%) et le manque de transport (18,9%). Le crédit et le capital sont des contraintes notamment à Bamingui-Bangoran, Kémo, Mbomou et Ouham.

L'insécurité est un facteur majeur qui affecte les activités commerciales en RCA. Environ 78% des commerçants, dont 82% des commerçants de farine de manioc et 79% des commerçants de riz ont

rapporté avoir été impacté par l'insécurité. Nana Mambéré est la seule préfecture où un pourcentage bas des commerçants ont rapporté n'avoir pas été impacté par l'insécurité. L'insécurité représente de ce fait un des risques à considérer dans le cas d'une mise en place d'un programme de transfert monétaire. Dans la préfecture de Nana – Gribizi et de Vakaga l'insécurité a été rapportée comme la contrainte principale à plus de 60%.

Figure 7 : Contraintes commerciales selon les préfectures



5.3.3. Comment les marchés peuvent-ils répondre à l'augmentation de la demande ?

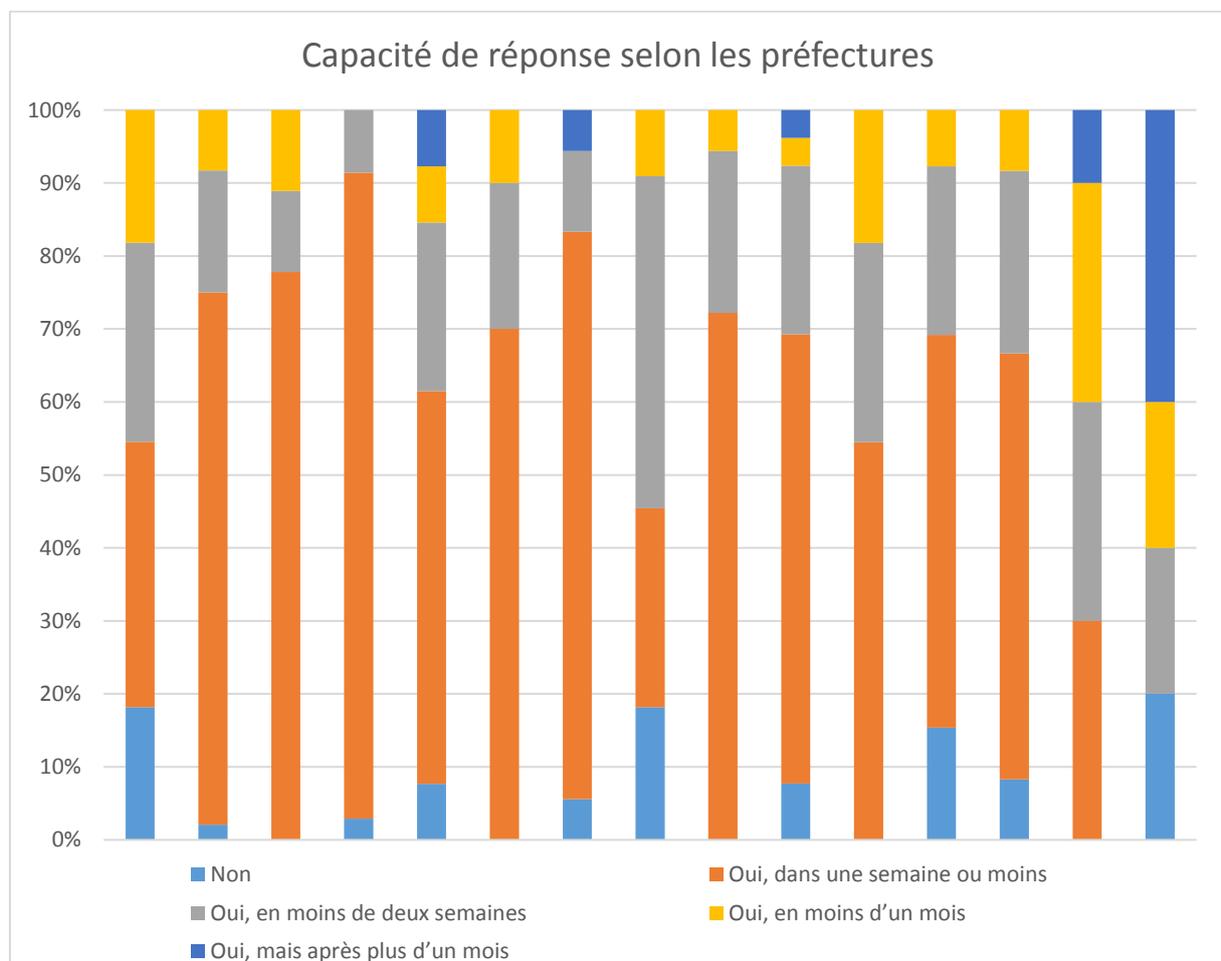
La mise en place d'un programme de transfert monétaire s'accompagne généralement d'un accroissement de la demande qui constitue un risque de hausse des prix des produits essentiels si les marchés locaux n'ont pas la capacité d'absorber la demande additionnelle. Le niveau des stocks au niveau des marchés est relativement faible à cause d'absence des structures de stockage à travers le

pays. Pour ce fait, l'analyse de la capacité de réponse des marchés s'est focalisée sur les indicateurs ci-après : l'accès au crédit additionnel en cas de besoin et le temps nécessaire pour renflouer les stocks en cas d'une demande additionnelle et jusqu'à quel niveau d'accroissement les commerçants sont capables de vendre au même prix.

L'autofinancement (49,5%) et les membres de famille/amis (24,7%) sont les principales sources de crédit pour les commerçants en RCA. En dépit d'un faible accès au crédit (26,5%), la majorité des commerçants (74,9%) ont rapporté être capables d'accéder à plus de crédit en cas de besoin. Par exemple si la demande augmente.

La majorité des commerçants (plus de 60%) a informé également qu'ils sont capables de renflouer leurs stocks en moins de 2 semaines si la demande augmentait. A l'exception des commerçants de Vakaga où 40% ne peuvent renflouer les stocks qu'entre 2 et 4 semaines, 40% entre 1 et 2 mois et 20% ne peuvent pas faire face à l'augmentation de la demande.

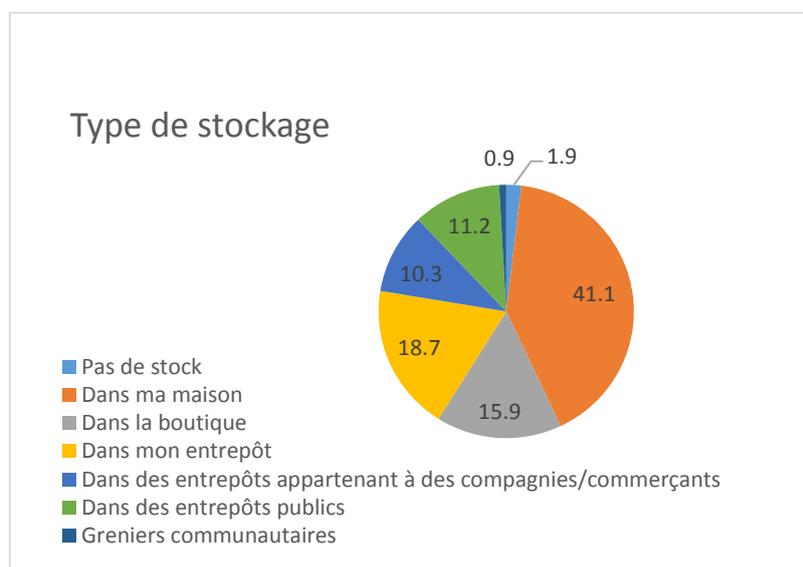
Figure 8 : Capacité de réponse des commerçants selon les préfectures



Environ 86% des commerçants estiment être capables de fournir régulièrement et au même prix les quantités correspondant à leurs meilleures ventes. Une moyenne de 73% dit être capable d’absorber un accroissement de la demande de 20 à 50%.

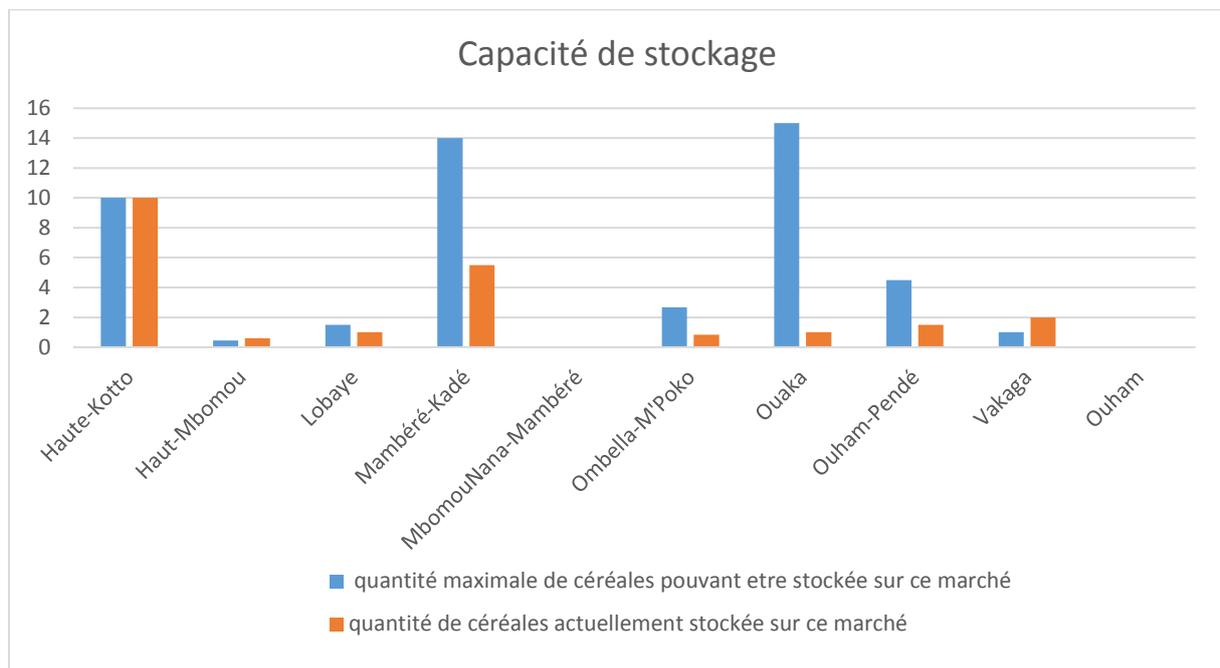
En ce qui concerne le stockage, les capacités aussi son très faibles. En effet, le stockage est un outil fondamental pour bien gérer la commercialisation et faire face à des demandes croissantes ou à des opportunités de vente favorable. A part Bangui, ou les commerçants détiennent des petits hangars, dans le reste du territoire les opportunités de stockage sont rares. D’ailleurs pour plus de 40% des grossistes, le stockage se fait dans la propre habitation, seuls 18% des grossistes possèdent un entrepôt. Le manque de stockage est aussi un e problème opérationnel pour le PAM, en effet l’absence de dépôt de stockage contraint le PAM à utiliser ses camions comme dépôt. (OCHA)

Figure 9 : Type de stockage



Selon le CFSAM 2016, dans le contexte de rareté provoquée par la crise, les producteurs ont intérêt à limiter les pertes après-récolte. Mais les difficultés de commercialisation au niveau des villages peuvent entraîner de telles pertes, surtout pour les produits frais en l’absence des infrastructures de stockage. Pour les principales denrées en cause (cossettes de manioc, mil/sorgho, riz) l’on pourrait néanmoins estimer leurs pertes éventuelles à 5 pour cent vu qu’elles se conservent ou se vendent séchés. (CFSAM 2016)

Figure 10 : Capacité de stockage selon les préfectures



A Bangui, 67% des commerçants affirment avoir subi des pertes de stockage, plus de 62% affirment que cela est dû à des vols et des pillages.

En 2015 l'EFSA rapportait qu'en moyenne, les communautés indiquaient que les stocks de céréales et légumineuses durent 2 mois, contre 6 mois pour le manioc.

5.4 Flux et approvisionnement

La République Centrafricaine est largement dépendante des importations en terme d'approvisionnements alimentaires. Ceux-ci se font pour grande partie au travers du Cameroun, le Tchad et la République Démocratique du Congo.

En effet, l'axe d'approvisionnement principal se fait par la route sur l'axe provenant de Garoua au Cameroun, Garoua – Bouar- Bangui. Garoua étant desservi par l'axe Douala (port) et Yaoundé.

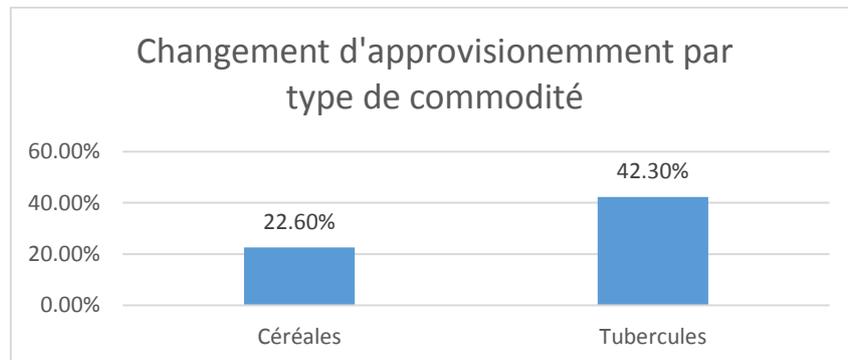
Le Nord-Est de la Centrafrique (Vakaga, Bamingui-Bangoran) est desservi par le Tchad et le Soudan durant la saison sèche lorsque les routes sont praticables.

Bangui peut-être aussi desservi par la RDC dans une moindre mesure par passage fluvial au niveau de Zongo.

A l'intérieur du territoire, les flux de denrées se font des zones de production vers les zones de consommation et notamment vers les centres urbains. Du fait des faibles surplus engendrés par l'agriculture centrafricaine, ces flux restent modérés et sont contraints par un réseau routier de médiocre qualité. Ainsi les échanges se font généralement au niveau des préfectures.

Pour ce qui est des sources d’approvisionnement, près d’un tiers des commerçants ont changé de source d’approvisionnement récemment. (23% pour les filières céréales et 42% pour les filières tubercules). La raison majeure de ce changement demeure l’impraticabilité des routes plutôt que l’insécurité.

Figure 11 : Chargement d’approvisionnement par type de commodité



5.5 Analyse du genre et autonomisation :

Comme très souvent dans les cas d’études de la Région, les détaillants sont représentés majoritairement par des femmes alors que le rôle des grossistes est plutôt endossé par des hommes.

Aussi les femmes sont plutôt dédiées aux filières des tubercules et produits frais (65%) alors que les hommes travaillent dans les filières des céréales (77%)

En ce qui concerne l’accès aux services financiers, 23% des hommes possédaient un compte bancaire pour seulement 3% des femmes.

L’autofinancement demeure la source principale pour l’investissement et la conduite de l’affaire, cependant 30% des femmes ont recours à la famille et aux amis pour seulement 7% des hommes.

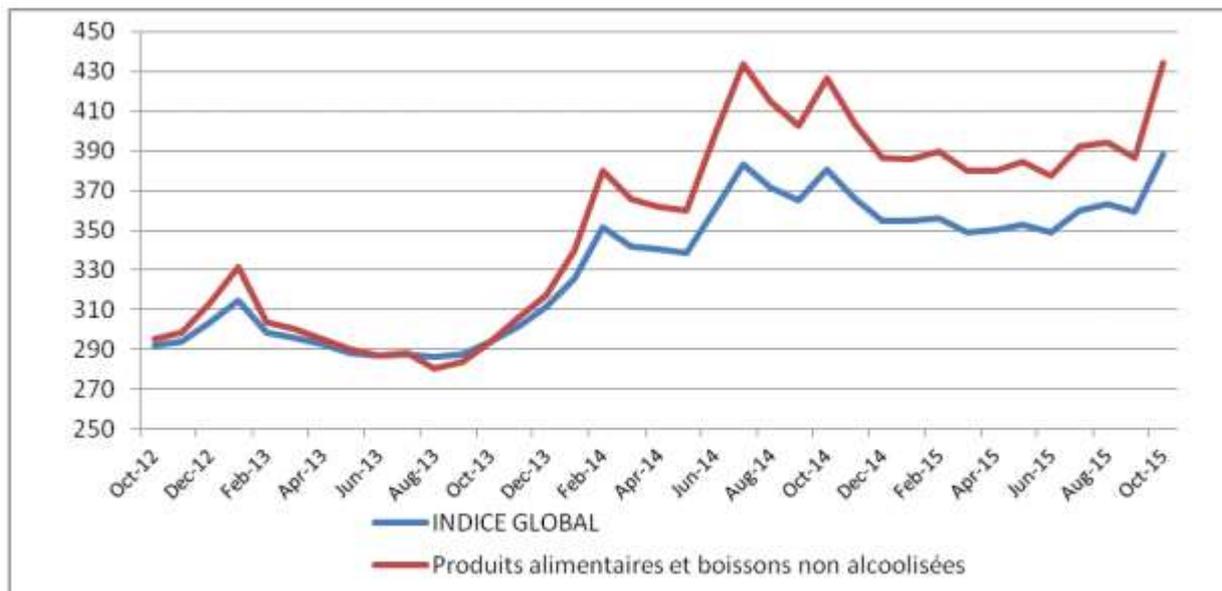
Cependant, les femmes aussi bien que les hommes sont aussi bien installées au niveau du marché avec plus de 75% des femmes installées depuis plus de 3 ans sur leur marché respectif.

Les hommes aussi bien que les femmes possèdent les autorisations et documents requis pour la conduite de leur magasin. (Exemple cités : Registre de commerce valide, numéro d’identification fiscal etc...)

5.6 Analyse des prix :

Après un pic d’inflation suivant le déclenchement du conflit fin 2012, celle-ci s’était stabilisée à Bangui pendant près d’un an, avant de remonter en flèche au cours de l’année 2014. Suite aux violences intercommunautaires de Septembre 2015, l’inflation reprit de croître après s’être stabilisé à un taux élevé du au mauvais fonctionnement de circuits de commercialisation.

Figure 12 : Indice des prix à la consommation- Bangui : (octobre 2012–octobre 2015)



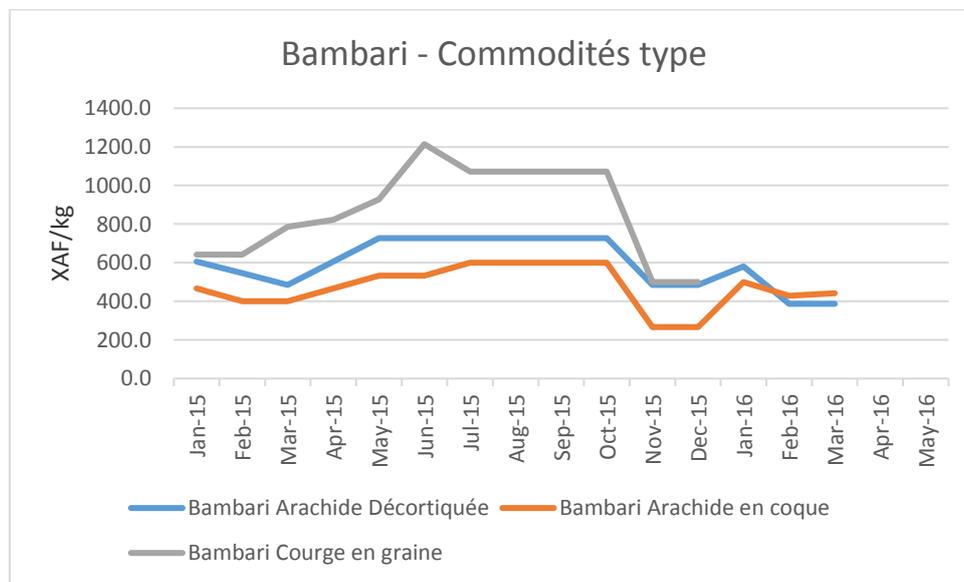
Source : ICASEES

De manière générale, cela décrit une tendance des prix très volatile. En effet, les prix des aliments de base ont connu de tendances contrastées: pendant une grande partie de la période de crise, les prix des denrées telles que le manioc et le maïs sont demeurés stables à des niveaux relativement bas, pendant que ceux d'autres produits (arachides, mil, farine de blé) ont été sensiblement erratiques et se situaient, en octobre 2015, à des niveaux bien supérieurs à ceux d'avant-crise. (CFSAM, 2016)

En 2016, le taux d'inflation est prévu de tomber à 4,9% par rapport aux sommets de 2014 et 2015. Cependant, ce taux est encore supérieur au taux de 3% de la convergence fixé par la «Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ».

En effet, déjà fin 2015, on observe une tendance générale soit une baisse saisonnière durant les derniers mois de l'année 2015 qui s'est suivie d'une relative stabilité, comme l'indique la figure suivante représentant des commodités type à Bambari, au centre du pays. Cette baisse est notamment attribuée à l'incidence de la récolte et d'un meilleur approvisionnement des marchés et une demande plus faible des ménages.

Figure 13 : Prix des commodités type à Bambari – Janvier 2015- Mai 2016



Cette baisse n'est pourtant aussi élevée dans toutes les régions, ce qui ramène aux aspects de mauvaise intégration des marchés. En effet, non seulement on observe que les niveaux de prix peuvent varier fortement d'un marché à l'autre sur le territoire mais aussi que les variations ne sont pas toujours aussi marquées dans les différentes localités. Ceci est une conséquence directe du mauvais état des routes qui sont difficilement praticables pour les transporteurs et leurs véhicules mais aussi des risques liés à l'insécurité durant le transport.

Le bulletin d'alerte précoce et surveillance de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine (APSSA) de Mai 2016 rapporte les faits suivants :

« Pour les denrées alimentaires de base, on retiendra, sur la période de janvier à avril 2016, une tendance à la hausse des prix moyens du manioc, du maïs et des arachides en coques, la relative stabilité du mil et du sorgho, des haricots et des arachides décortiquées, une tendance à la baisse du riz blanc importé.

L'analyse plus fine des prix, tenant compte de la diversité géographique, traduit les conditions particulières de la production et de l'accès au marché dans chacune des zones, et révèle en particulier les problèmes persistants de sécurité (Paoua, Bambari, Ndele, Obo).

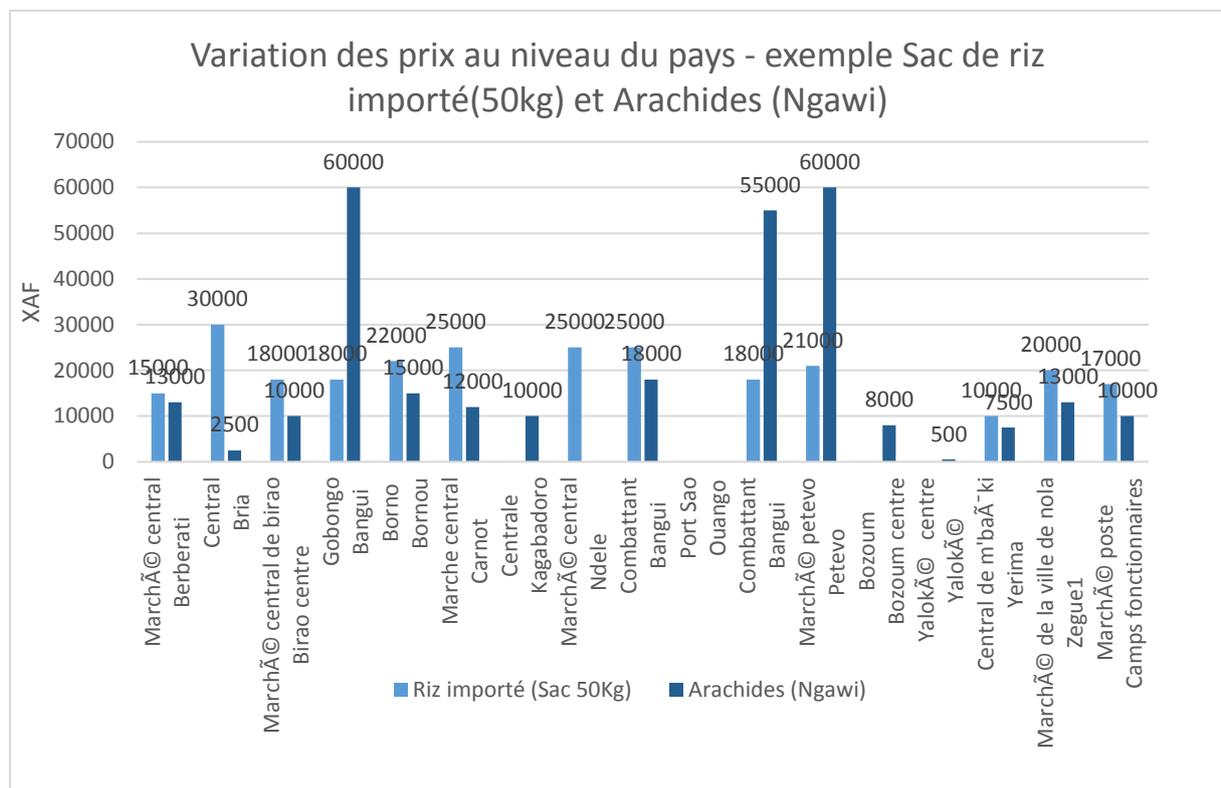
Les prix relevés dans les zones agricoles réputées les plus favorables se situent logiquement dans la fourchette basse de la gamme nationale.

Ainsi, les difficultés de vente incriminées un moment pour Sibut ne se traduisent pas par des prix plus faibles sur ce marché qu'à Bambari, Alindao, Bria, Kaga Bandoro, Bouar ou Paoua.»

La présente évaluation a fait le même constat, en effet à cause de la mauvaise intégration des marchés les prix pour les différentes denrées demeurent fortement variables d'un endroit à l'autre avec parfois des niveaux très élevés. On retrouve des exemples ci-dessous pour les arachides et le riz importé.

A cela vient s'ajouter au niveau central des décisions de prise d'embargos, comme sur les produits avicoles suite à des épidémies de grippe aviaire au Cameroun, fait grimper les prix des œufs et autres produits carnés. Mais aussi les grèves récurrentes des transporteurs camerounais qui se plaignent des risques encourus sur l'axe d'acheminement principal Garoua Boulai – Bouar-Bangui qui approvisionne la capitale.

Figure 14 : Variation des prix au niveau national – exemple sac de riz et arachides



Les commerçants ont été aussi interrogés sur leur perception de l'évolution des prix pour les mois à venir. Près de 80% affirmaient que les prix allaient augmenter. L'interview étant effectué au début de la période des soudure, ces affirmations semblent tout à fait pertinente, du fait que la tendance saisonnière est systématiquement à la hausse durant cette période.

5.7 Volonté des commerçants à participer à des programmes de transfert monétaires et leçons apprises

Seul 10% des commerçants interviewés affirment avoir participé à un programme de transferts monétaires auparavant. Près de 7% de ceux-ci sont installés à Bangui. Ainsi on en déduit que les connaissances du programme sont faibles dans le pays. Des programmes des coupons aussi ont été lancés dans la zone de Bambari par des autres partenaires à travers les foires ouvertes (cas de CRS,

CICR, etc..). Le fait que ces commerçants l'ont pratiqué une fois, limité les risques de dérapage et un contrôle à priori des prix.

Les leçons apprises des activités de CBT à Bangui sont les suivantes :

A Bangui, le marché de Combattant reste le principal et le plus grand marché de la ville de Bangui, accessible à une frange importante de la population urbaine, de par son accessibilité par tous. Les autres marchés des arrondissements s'approvisionnent à partir de ce marché principal (Ouango, Petevo).

En début d'année, qui correspond à la période de récolte des principales céréales, on observe une disponibilité suffisante en denrées alimentaires sur les marchés visités.

Un programme de voucher pourrait à nouveau bien être envisagé à Bangui où les conditions de marché en début d'année étaient plus propices en termes de disponibilité de produits alimentaires, mais aussi des risques d'inflation relativement peu élevés, au cours de l'année.

Les acteurs les plus susceptibles de participer au programme de CBT sont principalement les commerçants semi-grossistes qui disposent de la capacité de regrouper des offres importantes de produits alimentaires mais qui sont aussi le maillon de la chaîne de commercialisation en contact direct avec les grossistes.

Les prix des denrées sur le marché sont globalement stables avec des variations moyennes en dessous de 5% depuis les 3 derniers mois. Cette situation exclue tout risque d'inflation lors de la mise en œuvre du programme.

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

6.1. Conclusions

De manière générale, les marchés centrafricains ne sont que très faiblement intégrés. En effet, leur fonctionnement est fortement limité par des contraintes structurelles. A cela vient se rajouter une situation d'insécurité depuis 2013 qui vient perturber les flux commerciaux. Les commerçants aussi bien que les clients ont fui les marchés. Par ailleurs la saison des pluies vient endommager les routes d'accès annuellement. La majorité des commerçants se tournent vers des fournisseurs à proximité pour se ravitailler, mais malgré cela ils ne seraient pas capables de répondre à une demande qui augmenterait. De leur part les ménages ne préfèrent ne pas trop s'éloigner de leur village pour l'achat et la vente de produits agricoles et bétail du fait de l'insécurité, mais aussi des coûts de transport. Les produits essentiels qui ont fait l'objet de cette étude y sont généralement disponibles. Cette bonne disponibilité a été soutenue par de meilleures récoltes, particulièrement du manioc en 2015. Les commerçants se ravitaillent principalement auprès des producteurs et commerçants au sein de leurs préfectures, à l'exception du riz importé. Il n'est pas perçu un changement significatif des sources de

ravitaillement dans un avenir proche (les 6 prochains mois), indiquant une stabilité relative des approvisionnements.

Le manque de capital propre, l'accès limité au crédit et l'insécurité sont les 3 principales contraintes aux activités de commerce en RCA. Cependant, la majorité des commerçants disent avoir la capacité d'accès à plus de crédit en cas de besoin et de renflouer rapidement leurs stocks (généralement dans moins de 2 semaines). En outre, la majorité des commerçants disent avoir la capacité d'absorber une demande additionnelle de 10 à 50%.

Recommandations :

- Les conditions des marchés tels que ci-haut décrites ne sont pas favorables à la mise en place des programmes de transfert monétaire (CBT) sur le territoire national.
- Suite au projet pilote CBT établi sur la ville de Bangui il est recommandé de suivre de près l'impact de celui-ci.
- Il est fondamental que la Centrafrique se dote d'un système de suivi des prix fiable et durable, si des projets de CBT sont planifiés. Celle-ci-i pourrait passer par l'appui à la collecte et l'analyse des prix des denrées alimentaires qui devront être renforcées et harmonisées dans la durée, en augmentant notamment les capacités humaines, logistiques et financières de l'Institut Centrafricain des statistiques, des études économiques et sociales (ICASEES).
- La majorité des commerçants a déclaré avoir été impacté par l'insécurité. Une analyse des risques devrait être menée et un plan d'atténuation des risques mis en place pour ce qui est des programmes de transferts monétaires.
- Il y a des zones où toutes les conditions ne sont pas réunies pour des programmes de transferts monétaires, soit fait de faible disponibilité alimentaire (**ex Bamingui-Bangoran**), faibles capacités des marchés de répondre à l'augmentation de la demande (**ex. Vakaga, Bamingui Bangoran**), soit que la modalité de fixation des prix ne favorise pas la concurrence (**ex. Ombella Mpoko, Ouham Pendé**). Ces aspects devraient être bien considérés lorsqu'on envisage de mettre en place des programmes de transferts monétaires.

	Accès	Disponibilité	Insécurité	Stockage	Capacité	Prix
Bamingui-Bangoran	Orange	Red	Red	Yellow	Red	Orange
Bangui	Green	Green	Orange	Orange	Orange	Orange
Haute-Kotto	Orange	Orange	Red	Orange	Orange	Orange
Kémo	Orange	Orange	Orange	Orange	Orange	Orange
Lobaye	Orange	Orange	Orange	Orange	Orange	Orange

Mambéré-Kadéï						
Mbomou						
Nana-Gribizi						
Nana-Mambéré						
Ombella M'Poko						
Ouaka						
Ouham						
Ouham Pendé						
Sangha-Mbaéré						
Vakaga						

7. Annexe :

1. Liste des marchés :

Préfecture	Marché	Type de commerçant	Produit		Préfecture	Marché	Type de commerçant	Produit	
			Farine manioc	Riz				Farine manioc	Riz
Ouaka	Bambari	détaillant	2		Bangui	Gobongo	détaillant	1	1
		Grossiste	3				Grossiste	1	1
		Collecteur	2				Collecteur		
Mambéré Kadéi	Berberati	détaillant	5	6	Ombella Mpoko	Begoua	détaillant	1	2
		Grossiste	3	4			Grossiste	2	1
		Collecteur	2				Collecteur	1	1
Vakaga	Biraou	détaillant	2		Mbomou	Marché central	détaillant	5	6
		Grossiste		1			Grossiste	2	2
		Collecteur		1			Collecteur	2	
Haute Kotto	Borno	détaillant	1	6	Sangha Mbaéré	Marché de Nola	détaillant	2	2
		Grossiste	3	2			Grossiste		1
		Collecteur	1	1			Collecteur		
Nana Mambéré	Bouar	détaillant	2	2	Bangui	PK12	détaillant		
		Grossiste	2	2			Grossiste		2
		Collecteur	2	2			Collecteur		
Ouham Péné	Bozoum	détaillant	2	2	Ombella Mpoko	Yaloké	détaillant	1	2
		Grossiste	2	2			Grossiste	1	
		Collecteur	2	2			Collecteur	1	
Bamingam Bangoran	Central de Ndélé	détaillant	6	2	Lobaye	Mbaiki	détaillant	4	4
		Grossiste		1			Grossiste		2
		Collecteur		1			Collecteur	3	
Nana Gribizi	Marché central	détaillant	5		Bangui	Ouango	détaillant	2	3
		Grossiste	1				Grossiste	3	1
		Collecteur	4				Collecteur	1	
Ouham	Marché central	détaillant	2	2	Bangui	Petevo	détaillant	2	3
		Grossiste	2	1			Grossiste	2	2
		Collecteur	2	1			Collecteur	1	
Bangui	Combattant	détaillant	1	2	Kémo	Sibut	détaillant	6	5
		Grossiste	2	1			Grossiste	6	5
		Collecteur	2	1			Collecteur	5	6

Total			63	45	Total			55	52
					215				

2. Food Balance Sheet 2016

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

CEREAL SUPPLY/DEMAND BALANCE FOR THE 2016 MARKETING YEAR (January/December)

	Wheat	Rice	Coarse Grains	Total Cereals
Cereal supply and utilization data thousand tonnes				
Previous year production (incl. paddy rice)	-	26	120	146
Previous five years average production (incl. paddy rice)	-	35	164	199
Previous year imports	43	12	20	75
Previous five years average imports	39	11	14	64
2016 Domestic Availability	-	18	120	138
2015 Production (incl. paddy rice)	-	26	120	146
2015 Production (incl. milled rice)	-	17	120	137
Possible stock drawdown	-	1	-	1
2016 Utilization	43	30	140	213
Food use	40	29	123	192
Non-food use	3	1	17	20
Exports or re-exports	-	-	-	-
Possible stock build up	-	-	-	-
2016 Import Requirement	43	12	20	75
Anticipated commercial imports	43	9	1	53
of which: received or contracted	1	0	1	2
Food aid needs	-	3	19	22
Current Aid Position				
Food aid deliveries	-	-	1	1
Estimated Per Caput Consumption (kg/year)	8	6	25	39
Cereal supply and utilization indices percentage				
2015 Production compared to average (incl. paddy rice)	0	74	73	73
2016 Import requirement compared to average	110	109	143	117
Cereal share of total calorie intake				22
Additional Information				
Major foodcrops	roots; tubers; tree nuts; coarse grains; fruit			
Lean season	May-July			
Population (000s)	4 900			
GNI per capita in 2014 (USD)	330			

Note: Rice marketing year: January/December or second year shown.